

La présidence tchèque en «chute» libre



Après la présidence hyper dynamique de

Nicolas Sarkozy, nombreux étaient ceux qui craignaient l'effacement de la présidence tchèque de l'UE de Mirek Topolánek. A quelques nuances près, ces inquiétudes s'avèrent fondées.

La présidence tchèque avait pourtant démarré sur les chapeaux de roues: lorsque le 7 janvier, l'Ukraine annonçait la fermeture des gazoducs à l'export vers l'Europe transitant sur son territoire, la réaction de l'UE ne s'est pas fait attendre. Le 9 janvier, un accord est négocié par la présidence, et les livraisons de gaz reprennent dix jours plus tard. Force est de constater que la présidence a su travailler de concert avec la Commission et tirer profit de sa proximité des enjeux centre et est-européens.

Outre la crise du gaz, l'UE est confrontée début 2009 à la guerre de Gaza. Ici, la situation est moins brillante. Après un couac le 4 janvier – un porte-parole de la présidence avait qualifié l'incursion terrestre israélienne dans le territoire palestinien de Gaza «d'action plus défensive qu'offensive» – la présidence peine à rassembler les opinions des pays européens sur la situation. Deux missions diplomatiques seront envoyées – l'une conduite par le ministre tchèque des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, la seconde par le président français Nicolas Sarkozy – ce qui témoigne de la confusion qui règne à ce moment-là. Des voix critiquant le manque de volontarisme de la présidence commencent à se faire entendre. Elles auront d'autres occasions de s'exprimer.

Ainsi, malgré la volonté affichée d'une réponse commune à la crise économique, pratiquement aucune suite n'est donnée à la relance européenne initiée par Nicolas Sarkozy à l'automne dernier, les Etats agissant chacun de leur côté. En outre, la question institutionnelle progresse peu: en dehors de l'Irlande, la République tchèque est le seul pays européen à ne pas avoir encore ratifié le traité de Lisbonne. Si les députés l'ont accepté le 18 février dernier, en revanche le Sénat a annoncé qu'il ne se prononcerait pas avant l'automne prochain. Un report «symboliquement désastreux», selon Jean Quatremer, journaliste à Libération, qui devrait intervenir quelques jours après le deuxième référendum irlandais et qui reflète l'euroscpticisme du président tchèque Václav Klaus. Bien que la politique étrangère soit entre les mains du gouvernement, le président exerce une influence réelle sur une partie de l'opinion et du Sénat. Connu pour son franc parler, il se décrit lui-même comme «dissident de l'Union européenne», qualifie le traité de Lisbonne de «moyen», et n'a pas hésité à faire disparaître les drapeaux européens des édifices publics.

Autant d'éléments qui ne manquent pas de susciter les inquiétudes des observateurs, lesquelles paraissent d'autant plus renforcées par la situation politique intérieure de la République tchèque. Minoritaire, le gouvernement tchèque a fini par tomber le 24 mars dernier, victime d'une motion de censure. Il est déjà arrivé qu'un gouvernement change en cours de présidence de l'Union européenne (en France au premier semestre 1995 et en Italie au premier semestre 1996): dans ces deux cas, l'organisation de la présidence a été perturbée. Fort heureusement, conscients de leur fragilité et contraints par la pression du président Václav Klaus – qui menaçait de prendre en main la solution de la crise politique – les partis n'ont pas mis longtemps à réagir: le 10 avril dernier, ils se sont entendus sur un gouvernement d'experts, qui pourrait exercer ses fonctions à partir du 9 mai. Il sera dirigé par Jan Fisher, chef de l'Office national des Statistiques. «Il aura en charge de mener à terme la présidence tchèque de l'UE, la préparation du budget pour l'année 2010, la lutte contre la crise économique et la gestion de l'appareil administratif», a indiqué Mirek Topolanek, Premier Ministre démissionnaire. Reste à espérer que le nouveau gouvernement saura enfin faire sortir de sa léthargie la présidence de l'Union européenne.

Christelle Lapierre

•
Catégorie
Agenda Culturel